



DECISION N°2024-075

**Objet : Subvention de l'Université de Montréal au profit du
Master Droit Bancaire Financier et Technologies de la Faculté de Droit et Science
Politique.**

LE PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTAL UNIVERSITE COTE D'AZUR

Vu le Code de l'éducation ;

Vu le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts, modifié par le décret n°2023-1310 du 27 décembre 2023 ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2018 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2024-001 du 9 janvier 2024 portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2024-003 du 23 janvier 2024 relative à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président d'Université Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté n°116-2024 du 23 janvier 2024 portant délégation de signature du Président d'Université Côte d'Azur à M. Stéphane AZOULAY, Vice-président du Conseil d'Administration et des Moyens d'Université Côte d'Azur ;

ACCEPTE

Article 1 : La subvention d'un montant de 10 771 dollars canadiens soit 7 265.32€ attribuée par l'Université de Montréal au profit du Master Droit Bancaire Financier et Technologies de la Faculté de Droit et Science Politique, en soutien à la réalisation du projet « autonomisation des acteurs judiciaires par la cyberjustice – AJC ». L'entente de transfert et l'avis de paiement sont annexés à la présente décision.

Article 2 : Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nice, le 3 juillet 2024

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2024-075**
TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES :
PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET D'UNIVERSITE COTE D'AZUR LE :

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DECISION : *En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de décision à caractère réglementaire*



N° dossier Synchro	CF00139514
N° d'entente (champ réservé au BRDV)	BRDV-202-2024-007

BRDV-202

Entente de transfert – Établissement non admissible

Date (aaaa/mm/jj)	2024-03-25
-------------------	------------

L'établissement secondaire et l'Université de Montréal prévoient collaborer au projet de recherche décrit ci-dessous.

Informations sur la subvention

Chercheur principal (UdeM)	Benyekhlief, Karim
Numéro de Projet Synchro	RNH00931
Titre du projet	Autonomisation des acteurs Judiciaires par la Cyberjustice (AJC)
Organisme subventionnaire	CRSH/Cons. de Rech. en Sc. Humaines Can.
Programme	PV128152-Subvention de partenariat
Numéro d'octroi	895-2018-1007
Date Début	2018-03-15
Date Fin	2025-03-31

Informations sur le transfert

Établissement secondaire	Université Côte d'Azur
Co-chercheur	Teller, Marina
Titre du projet	Autonomisation des acteurs Judiciaires par la Cyberjustice (AJC)
Montant des fonds à transférer	10 771,00 \$
Période de collaboration / Du (aaaa/mm/jj)	2024-04-01
Période de collaboration / Au (aaaa/mm/jj)	2025-03-31

Utilisation permise des fonds à respecter : Année financière 2024-2025

Toutes dépenses admissibles	10 771,00 \$
Salaire et avantages sociaux	
Bourses étudiants	
Frais de déplacements et de séjour	
Matériel et fournitures	
Ordinateurs et communications électroniques	
Diffusion des résultats de la recherche	
Équipement ⁽¹⁾	
Services et dépenses diverses	
Frais indirects	
Autres	
Total	10 771,00 \$
Commentaire sur l'utilisation des fonds	

NOTE

⁽¹⁾ Les fonds transférés peuvent être utilisés pour acheter de l'équipement seulement si cette utilisation est permise en étant spécifiée dans le tableau ci-haut à la rubrique Équipement. La propriété de l'équipement appartient à l'établissement secondaire.

Université de Montréal

J'ai approuvé électroniquement cette entente de transfert de fonds.

Chercheur principal, Université de Montréal

Isabelle Bayard

Signature numérique de Isabelle Bayard
Date : 2024.04.25 14:56:49 -04'00'

Signataire autorisé pour l'Université de Montréal

BRDV-202**Entente de transfert – Établissement non admissible****Modalités et conditions :**

Tel qu'il a été défini dans l'Entente¹ sur l'administration des subventions et des bourses des organismes par les établissements de recherche, l'établissement secondaire s'engage à ce qui suit :

- Administrer les fonds au profit du Co-chercheur et conserver la documentation pertinente.
- Veiller à ce que le Co-chercheur détienne les certificats d'éthique ou les protocoles de déontologie animale ou de matières dangereuses avant de libérer les fonds, conformément à l'*Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains (EPTC2)*², ainsi qu'aux lignes directrices énoncées par le Conseil canadien de protection des animaux³, et fasse parvenir ceux-ci au chercheur principal qui s'assurera de leur validité, si nécessaire.
- Ne pas effectuer de transferts vers d'autres établissements.
- Ne pas tenir l'Université de Montréal responsable des dépenses excédant les fonds transférés.
- Veiller à ce que le Co-chercheur utilise les fonds uniquement dans les domaines autorisés.
- Rembourser à l'Université de Montréal les fonds utilisés de manière non conforme aux politiques de l'organisme.
- Permettre au personnel de l'Université de Montréal la visite des locaux et l'examen de ses dossiers comptables.
- Préparer un état financier annuel en date du 31/03 et nous le transmettre au plus tard le :

30/04 ou _____ : Canada (IRSC, CRSNG, CRSH): formulaire 300.

_____ : Autres : rapport financier selon le modèle de l'organisme.

Ce rapport doit être envoyé à la **Direction des finances de l'Université de Montréal** à l'adresse suivante :

Adresse : 7077 avenue du Parc, Montréal, QC H3N 1X7

Les versements subséquents, s'il y a lieu, sont conditionnels à la disponibilité des fonds en provenance du pourvoyeur, au progrès satisfaisant des travaux et à la réception des rapports annuels.

- Retourner le solde disponible à l'Université de Montréal à la fin de la période de collaboration.

¹ <http://www.science.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=56B87BE5-1>

² https://ethics.gc.ca/fra/policy-politique_tcps2-eptc2_2018.html

³ <https://ccac.ca/fr/normes/lignes-directrices/>

N. B. L'établissement secondaire a le droit et la responsabilité de refuser ou de retirer son approbation à l'égard de dépenses proposées par un chercheur si elles ne sont pas conformes aux exigences de l'organisme ou à ses propres politiques. Au besoin, l'établissement secondaire peut demander à l'Université de Montréal de le conseiller ou de prendre une décision à cet égard. L'établissement secondaire doit fournir au cochercheur toute information pertinente sur une condition imposée à l'utilisation de la subvention, s'il y a lieu.

L'Université de Montréal s'engage à examiner l'état financier (formulaire 300) de l'établissement secondaire non admissible, à fusionner ces informations avec celles provenant de son propre état financier afin d'établir un seul état financier consolidé pour la subvention en question et à signer ce dernier afin d'attester la réception, l'examen et la consolidation de l'état financier signé de l'établissement secondaire non admissible.

Nous sommes d'accord avec le montant des fonds à transférer ainsi qu'avec leur utilisation. Nous nous engageons à respecter les modalités et conditions spécifiées dans l'entente. Les fonds seront transférés lorsque cette entente sera signée par toutes les parties impliquées et retournée à l'adresse suivante:

Par courriel à l'adresse
brdv201-202@brdv.umontreal.ca

Établissement secondaire

Marina Teller

Signature numérique de Marina
 Teller
 Date : 2024.04.29 16:15:37
 +02'00'

Co-chercheur :

Date :

Université de Montréal

*J'ai approuvé électroniquement cette entente de
 transfert de fonds.*

Chercheur principal, Université de Montréal

Personne autorisée à signer pour l'établissement

Nom: Hubert GOUDINEAU

Titre: Directeur administratif de la faculté

Date : 14 mai 2024

Pour le Président d'Université
 Côte d'Azur
 Et par délégation
 Le Directeur Administratif
 De la Faculté de Droit et Science Politique
Hubert GOUDINEAU

Indiquez le nom et les coordonnées de la personne contact pour l'envoi du chèque

Nom : Hubert GOUDINEAU

Adresse : Faculté de Droit et science politique

Campus TROTABAS

À:

Fournisseur: Université Côte-d'Azur
Adresse: Grand Château
28 Avenue de Valrose
Nice , 06103
FRA

Paiement

Référence: 018791
Date de paiement: 2024-06-04

Nom de la banque: Trésor Public

Entité	Pièce	Facture	Date	Montant brut	Escompte	Montant payé
UDM00	E0063783	E0063783 BRDV202-2024-007_Marina Teller_CRSH-895-2018-1007	2024-05-24	7,265.32	0.00	7,265.32
Total:				7,265.32	0.00	7,265.32 EUR

Privé et confidentiel

Signature(s) électronique(s) du présent document

La version originale de ce document est sous forme électronique, par conséquent les signatures ci-dessous doivent impérativement être vérifiées électroniquement à l'aide d'un logiciel adapté comme Adobe Acrobat Reader DC™. Si un message d'avertissement apparaît, la raison peut être liée à l'absence de confiance dans l'Autorité de Certification qui a délivré le certificat utilisé pour signer le document. Dans ce cas, cliquez sur « Détails du certificat » dans le « Panneau des signatures » et sélectionnez le certificat « Sunnystamp Root CA G2 » puis cliquez sur « Ajouter aux certificats approuvés » dans l'onglet « Approbation ». A noter que les logiciels de lecture de documents PDF en mode Web ou mobile n'affichent pas les détails relatifs aux signatures électroniques. Pour toute question, merci de nous écrire à l'adresse support@lex-persona.com.

Digital signature(s) of this document

The original version of this document is in electronic form, so the signatures below must always be verified electronically using appropriate software such as Adobe Acrobat Reader DC™. If a warning message appears, the reason may be the absence of trust in the Certificate Authority which issued the certificate used to sign the document. In this case, click on "Certificate Details" in the "Signatures panel" and select the "Sunnystamp Root CA G2" certificate then click on "Add to approved certificates" on the "Approval" tab. Note that PDF reading software in web or mobile mode does not display the details of the digital signatures. If you have any questions, please write to us at support@lex-persona.com.